



COMMENT CORROMPRE SANS JAMAIS EN PAYER LE PRIX ?

1^{er} mai 2020

Dans tous les domaines, la corruption se présente comme un mal à bannir puisqu'elle va à l'encontre de toute moralité et met un frein ainsi que des barrières au bon fonctionnement des prises de décisions. Si ces actes sont en théorie fortement punis par la loi, il semblerait que certaines personnes ne bénéficient pas du même statut judiciaire que tout homme lambda. En effet, avec les bonnes connexions et une poignée de millions de dollar en poche, il est en réalité très facile de passer à travers les mailles du filet de la justice pour ainsi continuer à prospérer et faire fructifier sa richesse personnelle sans jamais faire face aux conséquences de ses actes. Découverte de Joseph Lau, un magna de l'immobilier alias l'homme le plus corrompu de Chine...

Le roi de Hong-Kong

S'il a réussi à décrocher le surnom du « Roi Hongkongais de l'immobilier », c'est car Joseph Lau, milliardaire de 64 ans a apporté une contribution, non pas à la ville, mais au 1% les plus fortunés qui la domine. En effet, il a construit son empire à partir de l'acquisition de terrains immobiliers qui lui ont permis de créer un véritable empire et d'apparaître ainsi à la 4^{ème} place des personnes les plus riches de l'île. Sa **fortune personnelle culmine à 13,3 milliards de dollars** (Forbes en Mars 2016). L'utilisation qu'il fait de ce pécule ? ... des clichés : yachts, jets privés, propriétés immobilières dans le monde entier, achat du fameux diamant Blue Moon pour 48 millions de dollar en cadeau pour sa fille âgée de 7 ans...

De même, à la tête de *Chinese Estates Holdings Limited*, la première société de promoteurs immobiliers de Chine, il destine son activité uniquement vers le grand, le luxueux, l'exubérant. C'est en effet **son entreprise qui a vendu la tour la plus chère de Hong Kong, pour 1,6 milliards de dollars**. L'entreprise ne compte parmi ses ventes que des tours et des demeures de grand luxe et participe ainsi à rendre la ville toujours plus artificielle et polarisée faisant partager à 73% des Hongkongais le sentiment que leur propre ville leur échappe ... Joseph Lau, lui, s'en fiche : alimenter une bulle immobilière n'a jamais été aussi facile et si lucratif. Du fait d'une **imposition à 0%**, l'acquisition de terrains constructibles est facilitée et **son entreprise réalise 66% des ventes immobilières de la ville**.

Mais la promenade de santé que fût son ascension devait s'arrêter à un moment : en Mars 2014, il est déchu de sa position de président du conseil d'administration de CEHL en raison des accusations portées à son encontre. Ces dernières ne surprennent que peu l'opinion publique, et

pour cause : il a commis un des crimes les plus classiques dans le monde des affaires : le blanchiment d'argent. C'est en effet en vue de devenir le Roi de Macao que Lau s'est fait coïncé : attiré par le monde de la nuit et plus précisément celui des casinos, **il a procédé à des opérations de blanchiment d'argent pour un montant total de 2,6 millions de dollars**, dans l'optique de réserver un terrain constructible, qui aurait dû accueillir par la suite un groupe de résidences luxueuses.



La corruption ou le mal chinois

Depuis son investiture en 2013, le Président Xi Jinping a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. En effet, une enquête conduite par l'organisation pan-asiatique Asian Society, **les fonctionnaires chinois corrompus ont détourné à eux seuls 880 millions d'euros en 2015**. Si la lutte anti-corruption mise en place dès les années 90 a repris, elle a tout de même subi une remise en forme. Désormais, les autorités doivent traquer les fraudeurs, classés dans deux catégories : **les mouches**, c'est-à-dire les petits fonctionnaires, puis **les tigres**, terme faisant allusion aux hauts dirigeants d'entreprises affiliés au Parti.

Derrière cette volonté de redorer l'image des fonctionnaires du pays, on peut tout de même entrevoir une purge politique. Carte à l'appui, force est de constater que la région du Guangdong est celle recensant le plus de condamnés. De plus, on observe que les provinces orientales de Fujian et Zhejiang en compte le moins de fonctionnaires "victimes" de la politique anti-corruption. Coïncidence ? Non, car ces provinces font partie des bases de pouvoir du Président Xi. David Zweig, professeur de politique chinoise à la Hong Kong University of Science délivre cette analyse : Xi Jinping jouit d'un pouvoir qui lui permet de placer à la tête des institutions gouvernementales ses alliés et il n'est ainsi d'aucune utilité pour lui de passer par une méthode

d'épuration politique. Selon ses mots : « ***Si vous êtes un homme de Xi vous n'êtes pas purgé, pour tout les autres, la chasse est ouverte !*** ». Il s'agit donc bien ici d'une géographie politique animée par des volontés cupides. Peut-être que la postérité surnommara le Président "Xi l'ambivalent" ?

Une idée développée par l'économiste américain William K Black et connue sous le nom de **Control Fraud** ou *Fraude Contrôlée* stipule qu'une personne digne de confiance, en situation de haute responsabilité peut s'entourer des personnes dignes, ironiquement, de confiance, lui permettant ainsi de **mener dans un cadre contrôlé et sécurisé des opérations de fraude**. Son livre *How to rob a bank and get away with it* nous montre qu'une personne, à partir du moment où elle possède un statut public suffisamment important, peut se permettre de faillir à toute obligation morale et légale et ainsi éviter de faire face aux conséquences de ses actes.

Que fait-on de la moralité ?

Bien que la chance semblait l'avoir quitté lors de ses premiers procès, il semblerait que les jeux soient en faveur de Joseph Lau : en raison d'une santé défaillante qui lui imposait des soins quotidiens non administrables derrière les barreaux, bien entendu, **il a été libéré et est désormais en attente d'un jugement**. Doit-il remercier le karma ou bien la bienveillance des lois en vigueur à Macao ? En effet, en tant que citoyen Hongkongais, Joseph Lau est soumis aux lois du Common Law, or, ses actes de fraude et corruption ont pris place à Macao, c'est-à-dire, une législation qui ne partage avec Hong Kong aucun traité d'extradition des ses ressortissants, et participe ainsi à ralentir toutes procédures pénales à son encontre (Art 123 Code de contentieux pénal). Certes, la loi reste la loi, mais elle peut parfois s'avérer plus clémente pour certains. En empêchant le jugement de Lau, Macao permet à Chinese Estates Holdings Limited d'entreprendre de nouvelles acquisitions et ainsi d'offrir à Macao de nouvelles perspectives de développement pour entretenir son image de ville du luxe et des casinos, que rien ni personne ne peut arrêter.

Si en plus de ses avantages et connexions politiques, la chance sourit à Joseph Lau, il faut non pas s'interroger sur la moralité de ses actes, mais bien sur celle d'un système entier. Une déclaration de la députée démocrate Shirley Chisholm n'a jamais semblé aussi intemporelle : « ***Lorsque la morale se heurte au profit, il est rare que le profit perde*** ». En effet, la corruption n'est donc pas l'affaire d'un groupe de personnes préalablement identifiées, mais du fonctionnement de toute une économie. On peut par exemple relater la corruption faisant rage pendant l'Ancien Régime, décrite par l'historien Robert Muchemled dans *L'invention de l'homme moderne. Sensibilités, mœurs et comportements collectifs sous l'Ancien Régime* : à travers les yeux d'un policier corrompu, l'auteur nous donne à voir une monarchie, simultanément gangrénée et qui prospère grâce aux pots-de-vin et décisions de justice biaisées. Faisant ainsi écho au principe fondateur d'Adam Smith : chaque agent s'exécute selon ses propres intérêts. On voit là l'impasse dans laquelle l'économie mondiale actuelle se trouve.

La moralité c'est bien mais pas en trop grande quantité semblent dire les dirigeants d'entreprises, hommes politiques et hauts fonctionnaires. Après tout, **il semblerait que la corruption soit un mal nécessaire au fonctionnement de la société**. L'abus de pouvoir à des fins personnelles n'a

jamais été si présent, résultant ainsi en une forme de **statut quo** : fonctionnaires, politiciens, entrepreneurs, et même désormais l'opinion publique, tous s'accordent pour ne se révolter qu'à moitié voire même fermer les yeux sur de tels actes. Une bienveillance affichée contre laquelle il faut tout de même se mettre en garde.

Ainsi, rien n'arrête un corrompu, pas même la loi ! Cette pratique est donc un **principe ancré aux systèmes économiques, et ce en toute époque**. Alors tant que les "ripoux" modernes continueront de dormir sur leurs deux oreilles, le monde des affaires pourra continuer de tourner et le nôtre avec.